

Décision individuelle n°2022-0298 du - 6 SEP. 2022 portant autorisation de circulation sur pistes réglementées en cœur du Parc national des Cévennes

La directrice de l'établissement public du Parc national des Cévennes,

Vu le code de l'environnement, et notamment l'article L.331-10 du code de l'environnement,

Vu le décret n°2009-1677 du 29 décembre 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Cévennes aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006 et notamment les articles 15 et 26,

Vu le décret n°2013-995 du 08 novembre 2013 portant approbation de la charte du Parc national des Cévennes,

Vu la délibération n°2017-0283 du 21 juin 2017 portant approbation du plan de circulation motorisée en cœur de Parc,

Vu la délibération n°2017-0397 du 28 septembre 2017 portant approbation des modalités de mise en œuvre du plan de circulation,

Vu la demande de la Fédération Française de Randonnée du Gard reçue par mail en date du 01 septembre 2022,

Considérant que le projet décrit dans la demande est conforme aux dispositions de l'article 3-V. de l'article 15-III du décret susvisé,

Considérant l'avis favorable de l'Office national des Forêts, pour ce qui concerne les portions en forêt domaniale, domaine privé de l'Etat,

ARRETE

Article 1 : pétitionnaire

Le Comité Départemental de la Randonnée Pédestre du Gard (CDRP 30), représenté par son Président, Monsieur Patrick MONTASTIER, situé [REDACTED] demande une autorisation de circuler sur pistes réglementées.

Article 2 : objet autorisation

Dans ce cadre, Madame Thérèse LEROI et Monsieur Henri LEROI, baliseurs agréés du CDRP 30, sont autorisés à circuler avec leurs véhicules, sur les pistes pour lesquelles la circulation est réglementée pour le motif et sur la zone mentionnée ci-après, tronçons inclus dans le cœur du Parc national :

- ✓ Motif : balisage et entretien des sentiers de grande randonnée
- ✓ Piste : GR « Tour du Pays Viganais » : de la RD 48 (sous le col du Minier) à Salagosse
GR 60 : du col de Montals à Cap de Côte
- ✓ Commune concernée : Bréau-Mars

Article 3 :

L'autorisation visée à l'article 2 est assortie des prescriptions suivantes :

- ✓ elle devra se trouver en permanence dans les véhicules utilisés et prête à être présentée à tout contrôle ;
- ✓ le numéro d'immatriculation du véhicule utilisé est : [REDACTED]
- ✓ elle est personnelle et non cessible à une autre personne.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour la période allant de la date de la signature au **31 décembre 2023**.

Article 5 :

La présente autorisation est donnée sous réserve du droit des tiers et ne dispense pas le demandeur des autorisations nécessaires au titre des autres législations applicables au projet.

Article 6 :

Les agents du Parc national des Cévennes ainsi que tous les agents assermentés compétents en la matière, sont chargés en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée au demandeur et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement dans le délai de trois mois suivant son intervention.

La directrice de l'établissement public
du Parc national des Cévennes,

Anne LEGILE



La directrice de l'Office National des Forêts
de l'Agence territoriale Hérault-Gard



La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'établissement public du Parc national des Cévennes, par envoi recommandé, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le tribunal administratif de Nîmes.

Etablissement public du Parc national des Cévennes
Service Accueil et Sensibilisation
tél : 04 66 49 53 30 (secrétariat)

Diffusion :

> originaux :

- EP PNC / SG
- ONF - Agence territoriale Hérault-Gard
- Pétitionnaire

> copies :

- Communes Bréau-Mars et Salagosse
 - Gendarmerie nationale
 - EP PNC / SCVT (massif Aigoual)
- Dossier SAS n°2022-2024